

A Gaza, c'est toute l'humanité qu'ils assassinent

Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus – probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface. Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections. Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques. Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

Complicités impérialistes

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France. Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

Faux alliés hypocrites

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même de ceux d'entre eux qui se prétendent du côté des peuples dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre

l'enfer à ceux et celles qui osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

Solidarité d'en bas

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël.

Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres.

Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.

Les pauses s'imposent

En prod', à Marcy, la direction veut nous imposer la réorganisation des horaires de travail qu'elle a fait passer à Craponne il y a quelques années : fusionner les deux pauses de dix minutes en une pause de 20 minutes, en plus de la pause repas. On a forcément l'impression qu'on pourra moins souffler avec une pause qu'avec deux.

Pourtant, on sait que les pauses s'imposent au rapport de force, collectivement, par une pratique réellement concertée qui devient de fait la norme. N'attendons pas que la direction prenne en compte nos besoins. Discutons collectivement de ce qui nous semble le mieux pour souffler au milieu de notre journée de travail et imposons collectivement ce qui aura été décidé ! C'est ceux qui travaillent qui savent le mieux quand le repos devient nécessaire ! C'est à nous les travailleurs d'organiser notre journée de travail !

Tout menteur vit au dépens de celui qui l'écoute

A Marcy, Maître Renard sur ses grands chevaux perché

Tenait en son bec un chantage :

« Si ton GPS tu refuses de signer

De ta prime MBO, tu subiras le déplumage ! »

D'une signature pourquoi faire tout un fromage ?

Signer ou ne pas signer

Ne modifie en rien de ta fiche de paie le ramage

Puisque seule l'atteinte des objectifs influe sur le comptage !

Le renard rusé

Tente toujours le corbeau d'abuser

Le Renard est sûr de sa force

Tant que les corbeaux ne se sont pas unis pour l'en détromper...

RATP : 300 euros pour tous ou pas de jeux olympiques

Des ouvriers de la maintenance du réseau de transport francilien ont envahi jeudi le siège de la RATP pour réclamer une augmentation salariale de 300 euros et de meilleures conditions de travail, alors que se tenaient les négociations annuelles obligatoires. « Pas de point, pas de train ! 300 euros ou pas de JO », indiquait la banderole syndicale sur la façade de l'immeuble du 12^e arrondissement. La centaine de grévistes est ensuite entrée dans les bureaux. La direction de son côté a proposé 100 euros brut mensuels. La CGT-RATP a déposé un préavis de grève pour une période s'étendant du 5 février au 9 septembre, soit celle des Jeux olympiques, pour lesquels les transports sont un facteur clé. Outre les 300 euros pour tous, la CGT demande notamment une meilleure prise en charge de la mutuelle, la semaine de 32 heures, la réévaluation de primes et l'instauration d'un mécanisme d'indexation sur l'inflation. Des revendications qui ne concernent pas seulement les travailleurs de la RATP.

Une médecine aux ordres des patrons ?

Un médecin du travail a été sanctionné d'un an d'interdiction d'exercer, dont six mois avec sursis, par l'Ordre des médecins. En deux ans, il a délivré six certificats d'aptitude au travail à des salariés d'une entreprise de fabrication de portes et serrures blindées. C'est après une plainte du patron, qui s'estimait « lésé », qu'il a été sanctionné sans que l'Ordre ne mène d'enquête sur les conditions de travail dans l'entreprise ni ne fasse d'expertise médicale des salariés. Et ce type de recours n'est pas isolé contre les médecins du travail qui font leur travail. Car le patronat ne tolère qu'une médecine à ses ordres.

Des chiffres parlants

La dette publique a dépassé les 3 000 milliards, assurant aux banques 51,7 milliards d'intérêts en 2023. Ces sommes servent essentiellement de cadeaux aux grandes entreprises. Les intérêts sont prélevés dans les caisses publiques, alors que les hôpitaux et l'éducation manquent du minimum. L'Oxfam révèle que les 42 milliardaires français ont empoché 230 milliards supplémentaires de dividendes depuis 2020, soit l'équivalent du total des dépenses de santé en 2022. Et après on nous dira qu'il n'y a pas d'argent pour les services publics !



Révolutionnaires, un journal pour trancher dans le vif !

Achète pour 2€ le n°9 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !

Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle.@gmail.com

Imprimerie Spéciale NPA